

La nouvelle chasse aux gays du Maroc

6 avril 2008 - 21h02 - [Maroc](#)



© Copyright : DR

Niché sur une montagne à une trentaine de kilomètres de Meknès, Sidi Ali Ben Hamdouch est un village de quelque 4000 habitants. Visible depuis la cité ismaélienne, la petite bourgade célèbre, comme chaque année, son moussem. Un étrange pot-pourri de fête religieuse et de rituels païens, dont le coup d'envoi est donné au lendemain de Aïd Al Mawlid.

Pour l'occasion, quelque 150.000 personnes (selon une source préfectorale) se sont déversées sur cette agglomération de la commune de Mghrassyine. Venus de la ville comme de la campagne, les "festivaliers" rendent hommage aux saints locaux : Sidi Ali Ben Hamdouch et Sidi Ahmed Dghoughi. Les pèlerins s'agglutinent dans les sanctuaires, les célibataires endurci(e)s viennent implorer la légendaire Lalla Aïcha, les malades désespérés (ou pas) y cherchent un hypothétique remède. La plupart des "touristes" empruntent un circuit balisé et cèdent aux rites locaux : sacrifices de poules, immolation de boucs, de moutons et autres camélidés. Le temps d'un moussem, Sidi Ali Ben Hamdouch sort de sa torpeur.

Tenue "correcte" exigée

Mais si, aujourd'hui, le petit village est sous les projecteurs, c'est avant tout à cause des événements qui y sont survenus en fin de semaine dernière : quarante-six personnes ont été interpellées par la Gendarmerie royale. Dans le lot des arrestations, "des prostituées, des personnes en état d'ébriété sur la voie publique, et, surtout, une vingtaine d'homosexuels", selon un élément des Renseignements généraux.

Pour ce faire, les hommes en gris n'ont pas lésiné sur les moyens. Sur le chemin escarpé qui mène au village, les troupes de Housni Benslimane sont présentes en nombre, dressant pas moins de trois points de contrôle. C'est au niveau de ces "checkpoints" que les gendarmes ont procédé à une bonne partie des arrestations... en jouant aux physionomistes en chef, puisque le délit de faciès et de "manières" a prévalu pour identifier les "suspects". "Comment nous avons reconnu les homosexuels ? Baynine ! Ils ne sont pas comme nous, ils se comportent d'une manière étrange", nous a déclaré, sûr de son fait, un gradé de la Gendarmerie. Ceux qui ont réussi à passer entre les mailles de ce premier filet n'ont pu échapper à la (ma)traque des gendarmes. "Nous avons aussi effectué des descentes dans les domiciles loués à l'occasion du moussem. C'était pour constater la chose de visu", poursuit l'homme en uniforme. La "chose" en question ? Des hommes aux cheveux (trop) longs, aux ongles vernis et limés et aux doigts ornés de bagues... "Certains d'entre eux portaient même des takchitate", surenchérit notre interlocuteur, spécialiste des signes extérieurs de virilité.

À l'heure où nous mettons sous presse, les gendarmes sont toujours aussi assidus et poursuivent les interpellations. "Les personnes arrêtées sont passées en comparution immédiate devant le procureur du roi. Une dizaine d'entre elles sont en liberté provisoire, en attendant d'être jugées le 27 juin,

d'autres ont été relâchées pour manque de preuves", nous apprend un membre de la section locale de l'Association marocaine des droits humains (AMDH).

Réaction de Khadija Ryadi, dirigeante de cette ONG : "Jusqu'à nouvel ordre, la takchita est une tenue traditionnelle marocaine. Depuis quand la loi en interdit le port ? Mais revenons au plus important dans cette affaire : on ne peut pas arrêter une personne pour son identité sexuelle". Mais les textes de lois ne sont pas aussi progressistes que Madame la présidente : en droit marocain, l'homosexualité est un délit passible d'une peine de 6 mois à trois ans de prison. En décembre dernier, dans l'affaire du présumé mariage gay de Ksar El Kébir, la justice avait d'ailleurs condamné six personnes à des peines allant de quatre mois à un an de prison. "Des procès pour homosexualité, il y en a tous les jours dans les tribunaux marocains, fait remarquer ce militant associatif. Mais dans le cas de Sidi Ali Ben Hamdouch, les autorités ont craint que les émeutes de Ksar El Kébir se reproduisent, d'autant qu'une partie de la presse a une nouvelle fois jeté de l'huile sur le feu". Autre différence de taille avec l'affaire de Ksar El Kébir, les personnes inculpées ont été poursuivies pour atteinte à la pudeur, et non pour homosexualité. Confirmation de ce responsable de la Gendarmerie royale : "Nous avons procédé à cette vague d'arrestations par mesure préventive. C'est à la justice de déterminer le chef d'inculpation. Notre travail consiste à faire régner le calme. Si nous avions laissé faire, nous risquions des troubles durant le moussem".

À Sidi Ali Ben Hamdouch, les gendarmes ne cachent pas leur satisfaction. "Nous avons nettoyé le village. Les homosexuels n'ont pas disparu mais ils se font plus discrets. Certains, quand ils nous voient, se redressent et adoptent une position virile !", s'enorgueillit, sourire aux lèvres, ce gendarme. Même son de cloche auprès de la responsable d'une antenne de l'Organisation panafricaine de lutte contre le sida (OPALS), ONG qui a pris place dans un local du Croissant rouge : "Contrairement aux autres années, dans ce moussem, je n'ai pas vu beaucoup d'homosexuels".

Des instructions en "haut lieu"

De fait, tout se passe comme si le moussem de Sidi Ali Ben Hamdouch entamait une mue forcée. Cette semaine, le petit-fils de Cheikh Hamza, chef spirituel de la très influente Zaouiya boutchichiya, aurait fait le déplacement pour assister à la remise de la traditionnelle hadiya (cadeau) royale. À tout seigneur tout honneur, le descendant du leader soufi aurait été accueilli par un certain Hassan Aourid, wali de la région de Meknès-Tafilalet et ancien porte-parole du Palais. L'homme aurait donné des instructions on ne peut plus claires. "Avant le lancement du moussem, Hassan Aourid a organisé une réunion où il a convoqué les élus et les responsables sécuritaires de la région et leur a expressément demandé de faire leur travail, nous a déclaré Aboubakr Belkora, président du Conseil municipal de la ville de Meknès. J'ai applaudi cette décision de l'autorité", poursuit l'élupjdiste.

Pourtant, ce n'est pas le parti islamiste, spécialiste de la bien-pensance et de la morale, qui a lancé le débat sur la question de Sidi Ali Ben Hamdouch. C'est en fait Driss Radi, député de l'Union constitutionnelle (UC) à Kénitra, qui a jeté un pavé dans la mare lors d'une session parlementaire l'année dernière, peu après la tenue du moussem. "J'ai appris ce qui se déroulait à Sidi Ali Ben Hamdouch dans la presse. Je ne pouvais pas rester les bras croisés devant des pratiques qui s'opposent à l'islam", nous a-t-il déclaré. "Les habitants du village ont même créé une association pour exprimer leur mécontentement", poursuit le député UC. Apparemment, ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd...

Le moussem, le mythe... et la poussière

Coupé du monde le reste de l'année, le village de Sidi Ali Ben Hamdouch ne désemplit pas durant la période de son moussem. À l'entrée du village, la route s'effrite, l'air s'emplit de poussière, comme pour accueillir le visiteur dans un autre monde. Parquées par centaines dans un terrain vague, faisant office de parking, les voitures immatriculées aux quatre coins du pays témoignent de la notoriété du lieu, autant que le va-et-vient des grands taxis qui obstrue la sortie du village. Parmi la foule de visiteurs, beaucoup décident de séjourner quelques jours à Sidi Ali Ben Hamdouch. Comme il n'y a pas d'hôtel dans la petite bourgade de l'arrière-pays meknassi, les plus nantis logent chez l'habitant, moyennant rétribution. Les petites bourses, elles, s'accommodent de tentes plantées à même l'artère principale. Dans un brouhaha indescriptible, des hauts parleurs saturés crachent en alternance discours religieux et musique chaâbi. Un curieux contraste, à l'image de ce moussem où les psalmodies du Coran côtoient les rites païens. Dans le dédale des ruelles, des "fakirs" à l'allure impassible se frayent un chemin, branche de cactus en bandoulière, alors que les pèlerins, venus par milliers, ne semblent pas faire cas de leur présence. La marée humaine s'achemine vers les sanctuaires de Sidi Ali Ben Hamdouch et de Sidi Ahmed Dghoughi.

Autre point de rencontre des pèlerins : la grotte de Lalla Aïcha. Là, femmes et hommes se rendent par dizaines, implorant l'aide de la sainte locale. Après avoir accroché leurs sous-vêtements sur un grillage prévu à cet effet, les visiteurs prennent un bain dans une sorte de hammam à l'hygiène plus que douteuse. D'autres se contentent d'allumer une bougie en hommage à Lalla Aïcha. D'après une légende qui a la peau dure, la patronne des lieux serait la fille d'un roi du Soudan, enlevée par Sidi Ahmed Dghoughi, l'un des saints très prisés par les pèlerins. Il aurait agi ainsi sur demande expresse de son maître, Sidi Ali Ben Hamdouch, fondateur de la Tarika hamdouchia. De retour au pays, Sidi Ahmed Dghoughi, apprend la mort de son maître. Entre-temps, Lalla Aïcha s'est évaporée dans la nature, cédant place à un mythe, toujours aussi vivace cinq cents ans plus tard...

Aujourd'hui, Sidi Ali Ben Hamdouch n'est pas qu'un lieu de recueillement. Le business y est florissant. Les vendeurs de bétail, venus de toute part, y écoulent des bêtes par centaines. Entre deux bouibouis, des chouwafate et autres tireuses de cartes accostent le chaland. Les échoppes étalant des produits utilisés dans des rites de sorcellerie sont légion. On y trouve peaux de hérisson, caméléons séchés, plomb, bougies... D'autres choisissent un commerce plus classique. C'est le cas des vendeurs de cassettes ou de henné... Mais tous s'accordent sur un point : la baraka de Sidi Ali Ben Hamdouch est bonne pour les affaires.

Source : TelQuel - Youssef Ziraoui